

n°388 Mars 2015 2€50

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS



Dernier numéro

On s'arrête, et on continue.

Ce numéro de *Rouge & Vert* clôt 18 ans d'activité des Alternatifs*. Les deux projets qui seront menés après la dissolution de notre mouvement sont, conformément à notre démarche autogestionnaire, développés dans ce numéro. Nous appelons nos lectrices et lecteurs à s'y engager. Merci aux abonnéEs, à celles et ceux qui ont écrit dans notre journal, à l'équipe de rédaction, notamment à Mathieu Colloghan, aux entreprises coopératives Expressions 2 et Presse Pluriel qui furent nos partenaires.

Les temps sont difficiles, et le monde reste à transformer: on ne lâchera rien !

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

* 338 numéros de Rouge&Vert ont été édités par l'AREV, du premier numéro, le 22/05/89 jusqu'à la création des Alternatifs, puis 338 numéros jusqu'à aujourd'hui, soit 676 numéros en 26 ans.

Le site internet des Alternatifs www.alternatifs.org sur lequel figurera ce dernier numéro, sera gelé et restera un des éléments de mémoire de nos activités.

Congrès des Alternatifs 15 mars 2015

Le congrès des Alternatifs, réuni à Paris le 15 mars s'est prononcé pour la dissolution du mouvement par 65,42% pour, 30,55% contre et 4,03% d'abstentions.

La majorité des adhérentEs des Alternatifs a ainsi confirmé le vote du mois de décembre 2014 en faveur du dépassement des Alternatifs au sein du mouvement Ensemble.

En vue de développer les idées et pratiques autogestionnaires, elles/ils s'investiront également dans la constitution d'un réseau pour l'alternative et l'autogestion.

Les partisans du maintien des Alternatifs prennent acte de la dissolution, qui n'arrête pas le cheminement des idées construites depuis 17 ans au sein des Alternatifs. Ils /elles continueront à les faire vivre et à les développer dans un nouveau mouvement qui portera le projet autogestionnaire et écologiste, dans ses actions comme dans son fonctionnement.

Compte tenu de la cessation de parution de «Rouge et Vert» les chèques d'abonnement reçus début 2015 ne seront pas encaissés.

Une commission paritaire de dévolution a été mise en place, elle veillera à ce que les actifs des Alternatifs puissent bénéficier aux deux projets issus du congrès (la clé de répartition étant de 70% pour la motion 1 et 30% pour la motion 2)

AVEC LEUR DISSOL LEUR AUTO-DÉPAS

Après notre congrès de décembre 2014 qui a décidé un dépassement dans le mouvement Ensemble !, et les Assises constitutives d'Ensemble ! (31/01 - 1/02) qui ont confirmé une avancée collective positive, Les Alternatifs ont majoritairement tiré en toute cohérence les conclusions pratiques de ce choix en votant à plus de 65% la dissolution du mouvement le 15 mars. C'est la conclusion d'une longue démarche de près de 2 ans 1/2 marquée par l'organisation de trois congrès (2012, 2013, 2014) actant la participation des Alternatifs au Front de Gauche et le choix d'un regroupement d'organisations et courants se réclamant d'une gauche alternative, écologique et féministe, radicale et unitaire, largement ouvert à des syndicalistes ou associatifs. C'est donc dans ce cadre militant plus large que nous continuerons à porter les référents originels des Alternatifs qui nous ont animés pendant toutes ces années.

UN CONTEXTE QUI REND VITAL LE REGROUPEMENT

Avec l'approfondissement d'une crise globale multiforme qui rend la situation extrêmement fragile et dangereuse tant au niveau national (avec l'aggravation des inégalités, un Front National en capacité de remporter des élections, etc...) qu'au niveau international (guerre en Syrie et en Irak, risques d'extension du conflit en Ukraine, etc...), la nécessité de regrouper les forces travaillant à une alternative devient vitale.

Après la victoire de Syriza en Grèce, l'obstination des dirigeants européens à faire capituler le gouvernement grec montre que tous les moyens sont bons aux élites européennes pour faire taire toute velléité populaire d'un autre futur que celui de l'austérité. Cette victoire de Syriza s'inscrit en tout cas dans une dynamique contagieuse avec une possible victoire prochaine de Podemos en Espagne.

Dans cette situation mouvante et pleine de dangers, changer d'échelle devient crucial pour atteindre une « masse critique » tant pour les capacités militantes que pour l'élaboration.

CE REGROUPEMENT DANS ENSEMBLE!

MARQUE UNE ÉTAPE DÉCISIVE

Ensemble! a commencé à dessiner une nouvelle culture politique, celle d'une gauche alternative en gestation se référant autant au rouge qu'au vert, autant au féminisme qu'à l'altermondialisme. Le brassage des cultures d'origine s'opère, et si, sur certains terrains comme celui de l'autogestion, nous pouvons estimer que nous ne retrouvons pas encore tout notre « patrimoine » politique, sur d'autres terrains, nous rencontrons aussi des capacités politiques que nous n'avions pas toujours aux Alternatifs. La vie des commissions est plus active que celle que nous pouvions mettre en place et les générations plus jeunes ne sont pas absentes.

UTION, LES ALTERNATIFS ONT CONFIRMÉ SEMENT DANS ENSEMBLE !

L'Assemblée constitutive l'a confirmé : les convergences sont réelles entre ce qui est débattu dans Ensemble! et ce que les Alternatifs portent depuis des années. Nous nous retrouvons largement dans les priorités pour 2015 (rôle pivot dans les « chantiers d'espoir », campagne pour la justice climatique à l'occasion de la COP 21,...), les débats en cours (cf sur les racismes et exclusions), jusqu'au travail d'élaboration autour de « l'émancipation ». Nous vérifions aussi un début de reconnaissance par les partenaires politiques comme par les médias.

CONSTRUIRE ET FAIRE VIVRE UN RÉSEAU POUR L'ALTERNATIVE

Si, pour la majorité des Alternatifs qui s'engagent clairement dans Ensemble!, il ne pouvait être question de faire vivre à côté une autre organisation politique, cela ne nous conduit pas, comme d'ailleurs pour les autres composantes d'Ensemble!, à nier qu'un travail sur les idées puisse se poursuivre dans un autre cadre. C'est là le sens du Réseau pour l'alternative que nous nous proposons de créer pour poursuivre et enrichir les débats sur les idées et pratiques autogestionnaires.

Il tentera d'analyser et de faire connaître tout ce qui peut contribuer à esquisser un nouveau projet de société. Il axera son activité sur :

- L'autogestion : la démocratie active, les formes d'auto-organisation et les nouvelles expérimentations. Il pourra travailler avec d'autres sur les thèmes des « communs » et de « l'appropriation sociale » et participer à d'autres initiatives telles que les foires à l'autogestion, etc,...

- L'altermondialisme, avec une

participation aux débats lors des forums sociaux et toute autre initiative internationale (contre-sommets, COP 21, etc,...)

permettant la confrontation d'idées.

- L'écologie, la conversion écologique et sociale, en prenant en compte les nouveaux questionnements nés des luttes écologiques sur des bases territoriales (relation des populations au foncier, à l'appropriation spatiale, aux nouvelles formes de production énergétique, de souveraineté alimentaire, etc,...) ainsi que la RTT.

- Le féminisme sera présent en lien avec toutes ces thématiques, et en particulier l'autogestion.

Nous allons proposer une réunion nationale de constitution de ce réseau afin de définir collectivement ses buts, sa dénomination, les moyens dont il se dote : site internet, journal (papier ou numérique), organisation de séminaires et autres, cotisations.

Une équipe d'animation devra être mise en place pour mettre en œuvre les décisions.

Une AG annuelle dressera un bilan et tracera les perspectives pour la promotion des alternatives et les thèmes à approfondir.

Contact provisoire : reseau-alternative@numericable.fr



Certes, nous entendons aussi les difficultés qui peuvent surgir. Le débat ouvert au sein d'Ensemble! sur le fonctionnement est loin d'être figé. A nous d'y faire valoir ce que nous attendons d'un fonctionnement autogestionnaire et de permettre le dépassement d'éventuels blocages hérités de nos histoires respectives.

Ce réseau se voudra largement ouvert, notamment à tous les anciens des Alternatifs. Il se situera en interne/externe d'Ensemble! et du Front de gauche, incluant toutes celles et tous ceux qui pourraient se retrouver dans les thématiques citées. Il n'aura pas pour finalité d'être un courant interne à Ensemble!, encore moins une tendance.



Naissance d'Alternatives et Autogestion, Mouvement issu des Alternatifs

Le congrès extraordinaire des Alternatifs du 15 mars 2015 a tranché. Une majorité a choisi de mettre fin à l'aventure qui nous liait depuis 17 ans et a décidé de rejoindre Ensemble! C'est son choix et nous le respecterons.

Nous avons décidé de continuer cette aventure alternative :

- de faire vivre un projet autogestionnaire, solidaire, féministe et écologiste.
- d'agir pour concrétiser dans tous nos lieux de vie des méthodes et pratiques autogestionnaires

- de dénoncer et lutter contre des modes de production qui oppriment les plus faibles

- de combattre toutes les inégalités qui frappent les femmes en particulier
- et enfin de lutter pour une réelle écologie, pour la biodiversité et la protection animale, contre le nucléaire, les grands projets inutiles, la malbouffe ...

Si ce projet vous intéresse, construisez-le avec nous!



*«La tâche est grande
On y suffit à peine.
Il faut d'abord refaire la vie,
Une fois faite on pourra la chanter»*

Vladimir Maïakovski *Écoutez si on allume les étoiles*

Vers une démarche de construction "coopérative"

Nous voulons poursuivre la trace des Alternatifs et en refonder profondément le fonctionnement.

Ceci n'est pas facile : concilier horizontalité et convergence, approfondir les débats, bâtir des consensus.

Expérimenter, c'est se mettre en risque. Mais c'est aussi ouvrir des voies nouvelles dans la pratique quotidienne.

Nous avons donc prévu des journées d'été : 3 jours pour construire ensemble ce nouveau mouvement.

Une rencontre de ce type a eu lieu en 2014, elle a convaincu ses participants par la fécondité de 3 jours d'écoute et de partage, dans le respect de toutes et tous. Une démarche de travail "petits groupes" → grand groupe → petits groupe y a été expérimentée. Démarche qui nous a permis d'échanger en favorisant au maximum la parole et les propositions de chaque personne. Démarche que nous souhaitons poursuivre à une plus large échelle.

Des groupes de travail thématiques (communication externe, presse, sites et réseaux sociaux, finances, projet, ...) sont en cours de constitution. Ils vont élaborer des propositions.

Celles-ci seront débattues régulièrement – à travers notre liste de communication – par les adhérentEs – et retravaillées collectivement lors de "journées d'été".

Celles-ci auront lieu au cours de la deuxième quinzaine d'août 2015 (dates et lieux non encore définitivement fixés)

Pour participer à ce chantier et pour agir avec nous, contactez-nous.

Un journal :

Dans nos chantiers, il y a déjà un journal mensuel tout en couleur :

Noir : pour les pratiques alternatives, l'autogestion, l'anti-autoritarisme

Rouge : pour la justice sociale, l'égalité et les solidarités,

Vert : pour l'écologie radicale, l'objection de croissance et l'antiproductivisme

Violet : pour le féminisme et l'antisexisme.

Oh ...

Et puis plein d'autres couleurs aussi ! Pour causer antiracisme, internationalisme, expérimentations.

Un journal ouvert sur des projets étonnants, des expériences enthousiasmantes, des échecs cuisants, des interrogations, des colères, des luttes et tout et tout.

À ce qui se passe ici, fabriqué avec nos petits doigts, ou à l'autre bout de la planète.

On va commencer doucement ... Dans une version provisoire de 16 pages, quadri, diffusés par nos collectifs ou sur abonnement pour pas cher, avec des plumes que vous avez déjà trouvées dans Rouge & vert ou ailleurs. Avec vous aussi, si vous voulez.



Le bulletin d'abonnement sera vite sur le site. Allez voir, il y est peut-être déjà !

Prendre contact avec nous ?

Vous souhaitez simplement recevoir des informations > suivre@alternatives-et-autogestion.org

Vous souhaitez adhérer à notre mouvement en construction ? Nous soutenir ? Participer à notre journal ou le diffuser ? Vous abonner ? > contact@alternatives-et-autogestion.org

Consultez régulièrement notre site > <http://alternatives-et-autogestion.org>

Par courrier : Association Alternatives et Autogestion - LA GRASSE 81440 LAUTREC

qui s'attaquait ainsi à deux inégalités fondamentales était donc tout à fait positive.

Mais le résultat, du point de vue des territoires et du rapport des citoyens à ces territoires est catastrophique: beaucoup des nouveaux cantons, en particulier en milieu rural, sont très vastes et peuvent comprendre des communes parfois éloignées d'une cinquantaine de km. Par ailleurs, les nouveaux cantons font fi des limites administratives et politiques préexistantes, en particulier les limites de communautés de communes sont rarement respectées, pas plus que celles des circonscriptions législatives ou des arrondissements. Enfin, le choix des noms des cantons est parfois discutable: c'est la commune la plus peuplée qui a été imposée; Or, cette commune peut parfois être une commune-dortoir d'une ville voisine, sans aucun service, alors qu'à quelques km peut se situer une commune à peine moins peuplée mais qui a des fonctions d'encadrement beaucoup plus importantes (collège, marché, fonctions bancaires et commerciales...) où de nombreux habitants ont l'habitude de se rendre et à laquelle ils s'identifient. Ainsi, cette réforme qui avait au départ des objectifs que l'on ne pouvait que soutenir, aboutit, du fait de sa précipitation et de son manque de réflexion, à un affaiblissement du lien entre le citoyen et le territoire sur lequel il réside et vit, à une déterritorialisation, qui ne peut que favoriser l'éloignement du citoyen de la chose publique et donc l'abstention.

Une autre réforme était-elle possible ? Oui, me semble-t-il. Cette réforme donne l'impression de s'être arrêtée à mi-chemin: quitte à rompre le lien entre le citoyen et l'électeur -ce qu'elle fait de toutes façons- il fallait supprimer le canton (qui, certes, n'est pas le niveau le plus important du « mille-feuille » français) et élire le Conseil départemental dans une circonscription unique, le département, et à la proportionnelle, ce qui aurait permis à toutes les formations politiques représentatives d'avoir des élus, alors que le mode de scrutin actuel (comme le précédent) favorise le bipartisme dont nous connaissons les inconvénients.

moyenne, les régions françaises actuelles sont moins peuplées que les régions britanniques ou allemandes mais plus que les régions espagnoles et presque autant que les régions italiennes. Ces écarts, bien réels, ne sont cependant pas considérables. Inversement, les régions françaises sont, après les espagnoles, les plus vastes d'Europe.

La réforme adoptée par le Parlement verra le nombre de régions de France métropolitaine passer de 22 à 13, avec trois cas différents : maintien de certaines régions actuelles (Bretagne, Ile-de-France...), fusion de deux régions (Bourgogne – Franche-Comté, Rhône-Alpes – Auvergne...) ou de trois (Alsace – Lorraine – Champagne-Ardenne et Aquitaine – Limousin – Poitou-Charentes). Ainsi, les nouvelles régions auront une population quasi-équivalente à celles d'Allemagne ou du Royaume-Uni, mais, avec une superficie moyenne de 42 500 km², elles seront beaucoup plus vastes et les périphéries seront beaucoup plus éloignées des nouveaux chefs-lieux. La palme de l'immensité revient à l'Aquitaine – Limousin – Poitou-Charentes qui, avec 84 100 km², sera plus vaste que les trois pays du Bénélux: 76 700km² ! Avec respectivement 72 700 et 69 700 km², Midi-Pyrénées – Languedoc et Rhône-Alpes – Auvergne sont à peine plus petites.

La carte des régions actuelles était-elle pour autant parfaite et devait-elle rester immuable ? Cette carte, élaborée en 1955 et finalisée en 1960, souffrait de certaines imperfections : le partage de la Normandie en deux régions était très discutable et beaucoup de Normands demandaient la réunification de leur région. Certaines régions à faible centralité sont écartelées entre des influences divergentes, ce qui est le cas de la Picardie ou du Poitou-Charentes. Un éclatement de ces régions, sous réserve de l'accord de leurs habitants, était donc envisageable avec le rattachement des différents départements aux régions voisines: par exemple, en Picardie, l'Oise, complètement intégrée du point de vue économique à la région parisienne, pourrait faire partie de l'Ile-de-France, l'Aisne de Champagne-Ardenne et la Somme du Nord.

Mais au-delà de quelques cas qui posaient problème et qui auraient entraîné une légère réduction du nombre de régions métropoli-

taines (18 à 20 au lieu de 22), le charcutage sans concertation du territoire n'a aucune justification, si ce n'est une soumission de plus en plus grande aux logiques libérales où « la concurrence libre et non faussée » est devenue l'alpha

et l'oméga des politiques françaises et européennes, naturellement sans consultation du « peuple souverain ».

D'autres réformes indispensables et possibles

Sarkozy voulait sa réforme territoriale en rapprochant Régions et Départements par la création de « conseillers territoriaux » remplaçant les conseillers régionaux et généraux (cf J. Fontaine, 2011), et en rajoutant une couche au « mille feuille » administratif par la création des métropoles. Hollande veut aussi la sienne, reprenant certaines propositions sarkoziennes et en rejetant d'autres. Toutes deux ont des points communs, aussi bien dans les buts (mettre en concurrence les territoires dans le cadre d'une économie complètement libéralisée au service de la finance internationale) que dans les prétextes (faire des économies) ou que dans la forme (ces réformes sont menées à la hussarde, par « le haut », sans concertation réelle avec les citoyen-ne-s). Faut-il pour autant renoncer à toute idée de réforme territoriale ? Je ne le pense pas.

L'organisation territoriale française, qui date des débuts de la Révolution (1790), continue à reposer sur le triptyque État-département-commune, malgré les réformes du dernier demi-siècle. Elle était adaptée à la France très largement rurale et stable de cette époque. « Aujourd'hui l'éclatement des fonctions dans l'espace, l'hyper-mobilité, rendent obsolète la commune. De ce fait, notre organisation administrative est devenue un boulet. Il est donc urgent d'en changer et il faut réformer par le bas (*bottom-up*) pour atteindre ensuite l'échelle régionale. » La proposition d'A. Moine (2014), que je partage, est à l'opposé des réformes passées et présentes. Deux réformes me paraissent beaucoup plus urgentes et importantes que les propositions « hollandaises » : la réforme communale et celle des compétences.

Le nombre de communes françaises est beaucoup trop élevé, nous l'avons déjà souligné. Et par ailleurs, la taille et la population moyennes des communes sont très variables d'un département à l'autre, ainsi que le montre le tableau ci-dessous : la taille moyenne varie du simple au quadruple entre l'Aisne ou le Doubs (ainsi que d'autres départements) et les Bouches-du-Rhône; Les écarts sont encore plus grands pour les populations, ils varient de 417 hab. en Lozère à 16 680 dans les Bouches-du-Rhône, soit une différence de 1 à 40. Arles, la plus vaste commune de France (759km²), a une superficie plus importante que le Territoire de Belfort ou les départements de la petite couronne parisienne ; à l'inverse, trois communes ont une superficie de moins de

Critère	Pays	Allemagne	Espagne	Italie	Royaume-Uni	France (à 22)	France (à 13)
Pop. 2014 (M hab.)		80,8	47,1	61,1	63,5	64,6	64,6
Superficie (km ²)		357000	506000	301000	242000	552000	552000
Densité 2014		225	93	203	261	117	117
Nb de régions		16	17	20	12	22	13
Pop. Moy. Région		5,05	2,77	3,05	5,29	2,94	4,97
Sup. Moy. Région		22312	29764	15050	20166	25091	42462

La réforme régionale

Si la réforme départementale avait des motifs recevables, je cherche encore et toujours les motifs réels de la réforme régionale. Le gouvernement prétend que les régions françaises sont trop petites en comparaison avec les autres régions européennes. Qu'en est-il réellement ?

Taille et population des régions des 5 grands pays européens
Le tableau ci-dessus montre que, en

Critère Département	France	Loire Atlant	Bouches-du-R	Aisne	Ain	Doubs
Nb de communes	36660	221	119	816	419	593
Population (hab.)	64600000	1313300	1984900	541300	608000	529100
Superficie (km ²)	552000	6895	5087	7369	5762	5762
Pop. moy. (hab.)	1762	5942	16680	663	1451	892
Sup. Moy. (km ²)	15,05	31,19	42,75	9,03	13,75	9,72

Houellebecq : réactionnaire, islamophobe et anti-féministe

Dans le numéro 384 de *Rouge & Vert* daté de Novembre 2014, un article d'Alain Véronèse est consacré à Michel Houellebecq. Ce dernier est vu au travers du récent livre de Bernard Maris¹. L'article en reprend l'aspect hagiographique et Houellebecq y est présenté comme le champion de la critique de l'économie libérale et de toutes les formes de consumérisme.

Il est vrai que dans différents romans de Houellebecq affleure une critique du marché – pour le moins ambiguë lorsqu'il s'agit du marché du sexe – et du règne illimité de la marchandise. Mais c'est une critique conservatrice qui, loin d'envisager un horizon émancipateur, réhabilite en sous-main les vertus des institutions qui sont supposées faire obstacle à la toute-puissance du marché et de l'individualisme². Ainsi, dans *Les particules élémentaires*, le narrateur nous apprend que « le couple et la famille représentaient le dernier îlot de communisme primitif au sein de la société libérale. La libération sexuelle eut pour effet la destruction de ces communautés intermédiaires, les dernières à séparer l'individu du marché. »³

Ignorant le fait qu'en guise de communisme primitif, la famille est une institution qui structure la domination masculine et l'oppression des femmes, Houellebecq qui, implicitement ou explicitement ne cesse de s'en prendre à Mai 68, fait de ce qu'il appelle « libération sexuelle » une des raisons de la victoire du libéralisme alors que ce dont Mai a été le déclencheur, c'est d'abord d'une plus grande liberté relationnelle, amoureuse et sexuelle qui a contribué à une moindre dépendance des femmes.

Houellebecq fait aussi preuve d'une certaine ambiguïté vis à vis des croyances religieuses. Comme la famille, elles permettraient de préserver le lien social que le marché détruit. Même l'islam, « la

religion la plus con » selon lui⁴, mériterait attention si elle était capable de contenir l'expansion du capitalisme⁵.

A l'extension du domaine de la marchandise, Houellebecq oppose la nostalgie du passé. Les personnages principaux de ses romans traînent leurs guêtres dans un monde auquel ils n'ont à opposer que leur pessimisme réactionnaire.

Dans *Soumission*, paru le 7 janvier 2015, Houellebecq va plus loin dans sa fantasmagorie islamophobe. Nous sommes en 2022 et la France a peur. Le pays est en proie à des épisodes réguliers de violences urbaines occultés par les médias. Quelques mois plus tard, le leader de Fraternité musulmane, un parti créé quelques années plus tôt bat nettement Marine Le Pen aux élections présidentielles grâce au soutien du Parti socialiste et de l'UMP. Dans la rue, de nombreuses femmes optent pour de longues blouses de coton par dessus leurs pantalons ; Encouragées par des allocations familiales en forte hausse, elles quittent massivement le marché du travail et, du coup, font spectaculairement reculer le chômage.

On peut multiplier les citations à caractère islamophobe⁶. Mais aucune n'avait suggéré le scénario de la peur que Houellebecq nous propose dans *Soumission*, sous couvert de fiction. L'islam y est à la fois cause et conséquence : c'est lui qui est à l'origine des émeutes – et si les médias nous le cachent, c'est qu'ils font partie du complot – et c'est lui qui est en mesure de les faire cesser. C'est dire le pouvoir qu'il détient dans la société française⁷. Au point que nous accepterions de renoncer aux libertés conquises et que les femmes abdiqueraient leur émancipation.

Dans la vision de Houellebecq, il est impossible que les révoltes dans les banlieues puissent s'apparenter à des moments de contestation

0,1 km2, c'est-à-dire moins de 10 ha. Les inégalités sont donc flagrantes.

Aujourd'hui, nous ne sommes plus, comme au XVIIIe siècle, à l'époque des petites communautés rurales semi-autarciques où l'horizon se limitait, pour la plus grande partie de la population, au clocher de l'église paroissiale. Aujourd'hui, la dissociation entre le lieu de résidence et le lieu de travail (ou d'études) est la règle. Certaines petites communes n'ont plus aucun lieu de sociabilité : ni école, ni café, ni épicerie ou boulangerie... Par ailleurs, la technicité du « métier » de maire et ses responsabilités ne font que s'accroître, ce qui décourage les postulants aux fonctions municipales: dans certaines petites communes, il n'y avait parfois pas de liste au premier tour des élections de 2014 et dans de très nombreux cas, une seule liste. Peut-on alors parler d'élection ? N'est-ce pas, de fait, une cooptation ? Si l'on regarde ce qui se fait dans les autres pays européens, on constate que, dans plusieurs cas, le nombre de communes a été fortement réduit: sans prendre l'exemple extrême de la Suède ou le nombre de communes a été réduit à 290 (soit une population moyenne supérieure à 30 000 hab. et une superficie moyenne supérieure à 1500 km2), voyons ce qu'on fait nos voisins belges : jusqu'en 1975, la Belgique était dans une situation très voisine de la France: elle était divisée en 2359 communes, un peu plus petites que les communes françaises (12,5 km2 en moyenne contre 15) mais plus peuplées (4500 hab. contre 1700); La réforme de 1975 a diminué le nombre de communes par 4: elles sont désormais au nombre de 596, soit une moyenne de 18 500 hab. et de 50 km2. Une réforme de ce genre est parfaitement envisageable en France où il est tout à fait possible de diminuer nettement le nombre de communes. Deux types de fusion me paraissent possible : en milieu rural, de très petites communes pourraient fusionner entre elles ou une petite commune pourrait se rattacher à une plus importante; En milieu urbain ou semi urbain, des

communes de petite taille pourraient se rattacher à une plus importante. Ce ne sont bien évidemment que des hypothèses. Une réforme de ce type ne pourrait que se faire dans le cadre législatif, en fonction des réalités locales et avec prise en compte des avis des populations intéressées. C'est seulement après une réforme communale qu'aurait dû être envisagée une réforme des intercommunalités, des départements et des régions.

La question de la répartition des compétences –et des moyens qui vont avec– entre l'État et les collectivités locales est une question-clé: si les régions françaises sont aussi faibles et aussi peu reconnues à l'échelon européen, c'est en raison de la faiblesse de leurs compétences et de leur budget, non en raison de leur prétendue petite taille (cf supra). Selon l'Association des Régions de France, le budget régional moyen par habitant est de 3561 € en Allemagne et 4940 € en Autriche; En France, il est de... 395 €, soit 10 fois moins ! (A. Moine, 2014). Si l'on veut des Régions fortes, il faut s'en donner les moyens, en compétences et en finances. Certes, il y a quelques doublons entre les différentes collectivités locales et ils doivent disparaître, mais là n'est pas l'essentiel. Il faut poursuivre la décentralisation et la déconcentration afin de donner plus de responsabilités aux Régions, c'est la condition sine qua non pour renforcer les Régions. Mais l'État a beaucoup de difficultés à avancer dans la réforme des compétences; Alors que les élections départementales auront lieu dans moins d'un mois, les compétences des départements ne sont toujours pas connues... ■

Jacques FONTAINE,
février 2015

Sources :

Fontaine Jacques (2011) : Non à la réforme territoriale, Rouge & Vert, n° 322

Moine Alexandre (2014) : Restructurer (réorganiser) les territoires, pourquoi, comment ? (www.epibesancon.fr)

et d'effervescence sociale, d'opposition radicale à la situation de relégation subie par les dominé-e-s dans des quartiers ségrégués. C'est impossible car Houellebecq n'a pas la capacité de l'humain à exprimer sa humanité, à se transformer et à transformer l'espace social. Le romancier, plombé par son pessimisme misanthrope, produit un imaginaire qui s'adapte à l'air du temps: il endosse l'islamophobie galopante, à droite mais aussi dans la gauche politique et sociale et dans une partie de son versant le plus radical. Il joue le rôle d'appendice littéraire d'Eric Zemmour et de Renaud Camus.

Reste à évoquer un dernier aspect que l'article d'Alain Véronèse ignore. Ce que les personnages des romans de Houellebecq disent des femmes, du féminisme et des rôles sociaux selon le genre ; Discours de fiction vis à vis desquels Houellebecq n'a jamais pris la moindre distance.

Il faudrait pouvoir intégrer ses romans dans un logiciel de repérage des termes utilisés pour faire apparaître le nombre d'occurrences où les femmes sont vues comme des « putes », des « salopes », « pétasses » ou « pouffiasse ». Cette disqualification systématique s'applique à toutes celles qui ne sont pas les complices sexuelles des personnages masculins⁸. Les femmes ne sont considérées comme des êtres humains que si elles répondent positivement au désir masculin.

Quand elles ont été influencées par le féminisme, c'est pire encore. Elles sont alors vues comme une armée castratrice qui a porté atteinte à la virilité et/ou qui sont responsables de la misère sexuelle dans laquelle se débattent les anti-héros houellebecquiens.

Dans *Les Particules Élémentaires*, Christiane, compagne de Bruno, déclare ainsi à propos des hommes : « j'ai l'impression que le féminisme les a durement atteints, plus qu'ils n'ont voulu l'avouer ». Or, cette déclaration est faite

en référence aux pratiques sexuelles supposées avoir les faveurs masculines - les pipes plutôt que la pénétration-. Le féminisme, normalisateur, est transformé en obstacle au plaisir masculin. Un peu plus loin, ce même personnage féminin qui a fréquenté un camping alternatif dans les années 70 (voir note 8), se fait plus explicite : « J'ai jamais pu encadrer les féministes Ces salopes n'arrêtaient pas de parler de vaisselle et de partage des tâches [...] En quelques années, elles réussissaient à transformer les mecs de leur entourage en névrosés impuissants et grincheux. » Dans la bouche d'un personnage féminin, cette mise en accusation est encore plus crédible. Elle n'en rejoint pas moins les discours virilistes les plus étroitement réactionnaires à la recherche de l'essence perdue de l'identité masculine.

À la fin des années 70, nous dit un des personnages des *Particules Élémentaires*, « l'épanouissement des femmes passait par la vie professionnelle, c'est ce que tout le monde pensait ou faisait semblant de penser à l'époque ». Compte-tenu du contexte dans lequel se situe cette phrase, il n'y a pas de doute possible: les femmes s'épanouissent dans le cadre du foyer en éduquant leurs enfants.

Dans *Soumission*, à l'inverse des jeunes prostituées thaïes de *Plateforme* présentées comme des modèles d'expertise sexuelle pour les hommes occidentaux, les Occidentales sont présentées comme « classe et sexy pendant la journée parce que leur statut social est en jeu » mais « s'affaissant le soir en rentrant chez elles, abdiquant avec épuisement toute perspective de séduction, revêtant des tenues décontractées et informes. » Encore une fois, les femmes ne sont pensées, que ce soit en positif ou en négatif, qu'à travers le regard que le désir masculin porte sur elles.

Le monde de Houellebecq, réactionnaire, islamophobe et raciste⁹, anti-féministe et viriliste est celui d'un pessimiste radical anti-humaniste¹⁰ qui n'a pour horizon que sa propre mélancolie et les vieilles lunes du passé. Ou pire encore, comme dans *Les particules élémentaires*, une issue finale où des individus porteurs du même code génétique se substitueraient enfin au libre-arbitre et à l'imprévisible variété humaine, capable de régressions comme de révolutions.

Nous sommes en colère car il est maintenant possible de

faire l'apologie d'un écrivain qui surfe sur les vents mauvais qui rongent nos sociétés dans le journal des Alternatifs. Nous refusons que *Rouge&Vert* soit le support de conceptions nauséabondes qui s'opposent à toute perspective d'émancipation. ■

J. ARNEGUY, B. BOUCHARD,
M. BRACONNOT, F. CIARAVOLA,
V. DAAE, B. DELLA SUDDA, P. GAYRAL,
G. GIANI, A. LEDUC, C. LEMASSON, R.
R. NEUVILLE, D. ROMET, M. RAFED

[1] Houellebecq économiste – Ed Flammarion - 2014

[2] Houellebecq ne pense pas l'individualisme de façon contradictoire. Pour lui, il n'est que tyrannie de l'ego et en aucun cas conquête d'une autonomie émancipatrice de l'individu

[3] *Les particules élémentaires* – Ed J'ai lu – 1998 – p. 116

[4] « La religion la plus con, c'est quand même l'islam. Quand on lit le Coran, on est effondré, effondré. » Interview parue dans la revue Lire du 1/09/ 2001

[5] Cette idée est présente aussi bien dans l'interview de Lire que dans son roman *Plateforme* également paru en septembre 2001

[6] « L'islam ne pouvait naître que dans un désert stupide, au milieu de bédouins crasseux qui n'avaient rien d'autre à faire - pardonnez-moi - que d'enculer leurs chameaux ».

Plateforme, Ed. Flammarion, 2001 - p. 261. Ou encore : « La lecture du Coran est une chose dégoûtante. Dès que l'islam naît, il se signale par sa volonté de soumettre le monde. Sa nature, c'est de soumettre. C'est une religion belliqueuse, intolérante, qui rend les gens malheureux » 31/08/01- Le Figaro Magazine- 25/08/01.

[7] Combien de musulman-e-s au sein de la représentation politique nationale ? Combien de maires musulman-e-s ? Combien de grand-e-s patron-ne-s musulman-e-s ? Combien de dirigeant-e-s syndicaux-cales musulman-e-s ? Quel drôle de réel trahit l'imaginaire du romancier !

[8] « La femme de Guilnard était infirmière, elle avait la réputation d'être une super-salope », nous dit l'un des deux principaux personnages masculins des *Particules Élémentaires* à propos de l'épouse d'un de ses collègues enseignants. Le même, à propos de sa mère qui a mené une vie sexuelle libre : « il paraît que la vieille pute s'est convertie à l'islam ». A propos des femmes fréquentant un camping alternatif, inspiré de 68, et de leur progéniture :

« Certaines de ces vieilles putes avaient donc, malgré tout, réussi à se reproduire. » Dans *Plateforme*, à propos de deux jeunes femmes qui, comme le personnage principal, font un circuit organisé en Thaïlande : « Elles avaient intérêt à se calmer, ces salopes », puis, un peu plus loin : « Je m'aperçus que les deux pétasses étaient assises à quelques mètres ». Et ainsi de suite

[9] Dans ce monde, comme dans l'imagerie raciste du colonialisme et, malheureusement, dans le sens commun, Ben, un lycéen noir a « une bite énorme » et « toutes les filles étaient à genoux devant ce babouin ». *Les particules élémentaires*. p.192

[10] « Je ne suis pas bon, dans l'ensemble, ce n'est pas un des traits de mon caractère. L'humanitaire me dégoûte, le sort des autres m'est en général indifférent, je n'ai même pas le souvenir d'avoir jamais éprouvé un quelconque sentiment de solidarité. » nous dit le personnage principal de *Plateforme*.

Selon les signataires de cet article, la mise au point signée par Jean Jacques Boislaroussie et Mathieu Colloghan, parue dans un petit encadré à côté du texte d'Alain Véronèse ne suffit pas à justifier la publication de ce texte dans Rouge et Vert. Elle a néanmoins le mérite de prendre clairement position et d'atténuer les effets politiques délétères produits par la publication de l'article d'Alain Véronèse auprès des lectrices et lecteurs de notre publication.